

# Lutte de classe

## Réponse à l'éditorial de D. Gluckstein du 14 août.

Non D. Gluckstein ce n'est pas un « *plan d'urgence* » dont le peuple a besoin, il a d'abord besoin d'un parti politique qui combatte pour l'aider à conquérir le pouvoir politique, or ce n'est pas l'objectif du POI. Les « *plans d'urgence* » qui ressemblent à s'y méprendre aux mesures adoptées par la bourgeoisie en juin 36, en 47, en mai 68 ou en 81 : on n'en veut pas !

Le voilà encore en train de se livrer à son exercice favori entraînant des milliers de militants dans sa mégalomanie, une « *catastrophe économique et sociale* » serait « *en cours* », mais monsieur, en tant que fils d'ouvrier en bâtiment, toute la vie de mes parents fut synonyme de « *catastrophe* », mais voilà, vous ne vous en êtes jamais rendu compte, vous aviez l'esprit sans doute ailleurs, vous n'étiez sans doute pas confronté à cette situation faite de privations quotidiennes et permanentes, celle que connaissent bien les ouvriers. Jusqu'au début des années 60, ce sont les parents de ma mère qui nous ont nourris parce que le salaire de mon père ne permettait pas d'assurer notre survie bien qu'il travaillait comme un esclave par tous les temps, donc la situation actuelle que connaissent des millions de jeunes n'est pas nouvelle.

Je ne peux plus supporter une minute de plus votre discours sur le retour aux années glorieuses de la IV<sup>e</sup> République qui ont dû on n'en doute pas bercer le passé de votre milieu social, mais qui étaient synonyme de misères pour la plupart des ouvriers, c'est intolérable, indécent et franchement réactionnaire. A moins que vous n'ayez décidément une bien mauvaise mémoire.

Tout ce qu'il est capable de nous proposer c'est le blocage des prix, de qui se moque-t-il quand on sait à quel niveau les prix sont montés, il ne sait apparemment pas à quelle réalité près de dix millions de travailleurs et leurs familles sont confrontés, survivant grâce à des aides de toutes parts. Si l'on compare les prix et les salaires d'il y a 10 ans avec ceux d'aujourd'hui, c'est par deux qu'il faudrait diviser les prix et les loyers, et ce n'est pas de quelques pourcents misérables qu'il faudrait augmenter le Smic, les salaires et les retraites, mais au moins de 30 à 50% pour rester dans une fourchette raisonnable, si l'on peut s'exprimer ainsi.

Allez dire au travailleur pauvre qui bosse et qui dort sur un trottoir : il faut bloquer les prix des loyers, il faut augmenter les salaires, osez aller lui dire, vous n'en êtes pas capable.

Son plan de « *sauvetage* » est destiné uniquement à sauver le système capitaliste, il dit littéralement n'importe quoi, à l'entendre « *toute la population* » serait « *menacée par la misère et la déchéance* », il parle de ce qu'il ne connaît pas manifestement, car toute la population n'est pas logée à la même enseigne à ma connaissance, et une partie de la classe ouvrière vit déjà dans la grande pauvreté. Mais la meilleure, c'est que sa politique opportuniste ne s'adresse pas à « *toute la population* », les plus pauvres en sont systématiquement exclus. La preuve même le Smic à 1.500 euros a disparu des mots d'ordre et du programme du POI, comme quoi je ne raconte pas n'importe quoi. Et que dire de nos misérables vieux qui perçoivent une retraite inférieure à 800 euros par mois et qu'ils ont transformés en mendiants ? On va vous augmenter de 100 euros, s'ils les prennent ce sera en vous méprisant car ils savent dans le fond d'eux-mêmes que cela ne changera rien fondamentalement à leurs conditions d'existence, leur dignité exige TOUT comme disait Marx ! Vous rétorquerez qu'il faut bien commencer par un bout. Foutaise, car on ne verra jamais l'autre bout !

Lorsque Marx expliquait que tout ce qui allait dans le sens de l'amélioration du sort de la classe ouvrière était bon à prendre, il situait cette amélioration dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat, et non dans celle de son adaptation progressive au capitalisme, à aucun moment il n'a envisagé que cette amélioration constituerait un jour un obstacle à son combat émancipateur. Ces sont les réformismes et les opportunistes petits bourgeois qui se sont employés systématiquement à dresser ces obstacles à chaque étape du développement de la lutte des classes pour assurer la survie politique du régime. Quand on constate que l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui figurait dans le programme du parti communiste et de la Ire Internationale a disparu des programmes des partis politiques se réclamant du mouvement ouvrier, on est en droit d'affirmer qu'ils l'ont abandonné et qu'ils en poursuivent un autre qui lui est étranger.

Pour lui « *s'engager sur la voie de la rupture avec les capitalistes* », ce n'est pas combattre pour en finir avec les institutions de la Ve République qui régissent la vie politique dans ce pays, c'est rompre « *avec leur instrument majeur : l'Union européenne* ». Il a inventé une nouvelle expression pour parler de l'Union

européenne, un « *instrument majeur* », car pour lui les institutions de la Ve République sont devenues des instruments mineurs, donc il est secondaire de les combattre.

Et le voilà qui sort l'Assemblée constituante de son chapeau pour donner un peu de consistance à son discours qui en manque singulièrement, histoire de donner l'impression qu'à force de passer d'une impasse politique à l'autre, on atterrit forcément quelque part, reste à savoir dans quel état !

Il ne semble n'avoir rien retenu des expériences de la lutte des classes du prolétariat, il se retranche sur une institution à caractère bourgeoise qui serait à même de prendre les mesures qui s'imposent pour changer véritablement de politique, on a le droit d'en douter. On se demandait d'où sortirait son Assemblée constituante, on a ici un début de réponse, mais il ne va pas jusqu'au bout de son analyse, je la compléterai plus loin : « *Un gouvernement qui, à cet effet, constituera l'Assemblée constituante souveraine, qui prendra légitimement les mesures qui s'imposent.* ». Donc si l'on comprend bien l'Assemblée constituante verra le jour suite à une décision d'un gouvernement. Quel gouvernement ? N'en demandez pas trop : Mystère ! Vous avez remarqué qu'ils aiment bien cultiver les mystères, les secrets, les non-dits, c'est leur façon d'aider la conscience politique des travailleurs de progresser. Un gouvernement composé sans doute de réformistes, d'élus de tous bords politique pour reprendre une expression chère à Schivardi, qui auront tendance à temporiser pour laisser une dernière chance aux capitalistes et éviter tout affrontement direct avec la classe ouvrière, ou au contraire un gouvernement révolutionnaire s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses qui décrètera l'abolition des institutions de la Ve République et qui s'engagera sur la voie du socialisme en commençant par rompre avec le capitalisme ? Toute la question est là.

Gouvernement de front populaire ou gouvernement révolutionnaire ?

Il a oublié une chose, l'essentiel, sans la mobilisation révolutionnaire du prolétariat son gouvernement et son Assemblée constituante n'auront aucun pouvoir, tout simplement parce qu'ils ne seront pas une émanation du mouvement révolutionnaire des masses.

Voyez dans quel pétrin Morales s'est foutu, une semaine avant le référendum du 10 août dernier il avait dû renoncer à ses déplacements dans près de la moitié de la Bolivie, les grands propriétaires terriens et les capitalistes ayant mobilisé leurs troupes en entraînant une partie de la population derrière eux. (source : AP 09.08) Saviez-vous que depuis plusieurs mois des manifestations pour des hausses de salaires ou les retraites avaient lieu en Bolivie ? Je l'ai appris hier soir par hasard en écoutant les informations sur TV5 Monde Asie. Pire, alors que la réaction se livre à un chantage à la guerre civile si ses revendications ne sont pas prises en compte, Morales, au lieu de réaliser l'unité de la classe ouvrière et d'appeler à la mobilisation révolutionnaire pour exproprier les capitalistes et les grands propriétaires terriens, fournit à la réaction les moyens d'appeler à une grève générale contre son gouvernement, je n'ai pas eu le temps de noter la date. Morales qui n'est pas marxiste a voulu faire l'économie de la voie révolutionnaire, au bout du compte il sera balayé.

Gluckstein écrit : « *Prétendre s'opposer sans remettre en cause les directives européennes, c'est renoncer à s'opposer à la politique du gouvernement.* » Retournons cette phrase et nous aurons la ligne politique du POI : en remettant en cause les directives européennes, il est inutile de remettre en cause la politique du gouvernement, ajoutons les institutions de la Ve République.

Je reviens sur la citation précédente car un de ses aspects m'avait échappé : « *Telles sont quelques-unes des mesures d'urgence d'un plan de sauvegarde face à la crise de récession qui menace de condamner toute la population à la misère et à la déchéance.* » Vous avez bien lu, il propose « *un plan de sauvegarde face à la crise de récession* », qu'est-ce que cela veut dire ? Aurait-il l'intention de s'en prendre à la cause de cette récession, c'est-à-dire au capitalisme ? Pas vraiment, il élude la question pour se consacrer à ses conséquences, c'est le fond de commerce de l'idéologie réformiste.

La « *crise de récession* » elle commence bien quelque part, où prend-elle naissance, qui en est responsable, qui frappe-t-elle en premier ? Les capitalistes parce qu'ils sont aux commandes et incapables d'affronter la concurrence mondiale ou de préserver leurs parts de marché, etc., c'est la chute du maître qui entraîne celle de son esclave et pas le contraire à ma connaissance, c'est ensuite parce qu'elle a des répercussions négatives pour les travailleurs, aggravées par les mesures que prend le gouvernement pour leur en faire supporter les conséquences. Les mesures qu'il propose ont pour seul objectif de tenter de restaurer le fragile équilibre social entre les classes qui a prévalu de 1945 à 1975, mais point de remettre en cause le capitalisme. C'est le capitalisme que veut finalement sauver Gluckstein en faisant croire qu'il veut sauvegarder les intérêts des travailleurs, à moins qu'il ne lie les deux, subordonnant le prolétariat au

capitalisme. Faisons un parallèle, dites-moi qu'est-ce que cela changerait fondamentalement pour notre classe que telle ou telle entreprise soit de nouveau nationalisée ? Rien, absolument rien !

Pire encore, il écrit : « *Tout député — tout militant — sincèrement décidé à s'opposer à la politique de chômage, de misère et de déchéance du gouvernement Sarkozy* », parce qu'il se trouverait des députés qui seraient « *sincèrement décidé à s'opposer à la politique* » antisociale de Sarkozy, de qui se fout-il Gluckstein, vous m'excuserez, trop c'est trop ! Ne rigolez pas, c'est avec eux qu'il veut faire « *l'unité* » ! Et ils osent se dire « *indépendants* » ! Et si vous vous demandiez encore dans quelle perspective politique le POI avait été fondé vous avez ici la réponse « : *Tel est le sens de la démarche d'unité engagée par le Parti ouvrier indépendant* ». Traduisez POI : parti opportuniste indépendantiste ! (NPA : nouveau parti altermondialiste !)

Pendant qu'on y est, faisons un détour par un des deux autres articles de la page 2 consacrée aux agriculteurs. Et toujours la même rengaine :

« *Il faut rompre avec l'Union européenne, qui interdit toute aide de l'Etat* », donc il suffirait que l'Etat se décide à fournir une aide à tous les patrons petits et grands qui en font la demande pour que tout rentre dans l'ordre, l'ordre établi bien sûr, puisque cette aide viendrait également au secours des capitalistes français en difficulté pour assurer leur survie. De quel ordre voudriez-vous qu'il s'agisse puisqu'il n'est pas question d'en finir avec l'Etat, l'Etat bourgeois ? Quelle était belle l'époque où l'Etat bourgeois se servait de nos impôts pour en distribuer une partie aux patrons ou s'endettait sur notre dos pour la même bonne cause, engraisant au passage les banquiers qui encaissaient les intérêts des prêts contractés. Tout se tient. A moins de faire passer le premier agriculteur ou patron venu pour un révolutionnaire, un militant communiste conscient !

Un agriculteur réclame « *une aide de l'Etat pour les paysans en difficulté* », je suis contre, c'est une mesure soporifique qui conduit les paysans à toujours attendre quelque chose de l'Etat au lieu de le combattre, pire c'est les encourager à le soutenir, c'est accentuer encore leur dépendance vis-à-vis de l'Etat. Le combat pour l'amélioration du sort de la paysannerie doit se situer résolument dans une perspective révolutionnaire.

Cette politique est finalement assimilable à une politique de collaboration de classes qui ne veut pas dire son nom : si les classes dominantes qui contrôlent l'Etat nous accordaient des aides substantielles, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes, dès lors, pourquoi devrait-on combattre pour le renverser ? Cette idée saugrenue ne nous viendrait même pas à l'esprit. Un peu de sérieux, on ne va pas tuer la poule aux oeufs d'or au moment où justement elle se montre si généreuse, même sans être très futé le premier venu peut comprendre cela très facilement. On descend décidément de plus en plus bas en analysant la politique du POI.

Mon père qui était menuisier en bâtiment n'a jamais eu de conscience politique, il s'en remettait à de Gaulle qui faisait ce qu'il pouvait, il attendait tout de l'Etat qu'incarnait le général-président. Comment sa conscience politique aurait-elle pu se développer lorsqu'il voyait que tous les partis s'en remettaient à l'Etat pour améliorer le sort de la classe ouvrière ? Valait mieux encore s'en remettre au maître qu'à ses disciples ou valets, tel était son raisonnement sans que je l'approuve évidemment. Quand je vous dis que les ouvriers sont pragmatiques et quelque part logiques, même si parfois c'est au détriment de leurs propres intérêts.

Il vaudrait mieux combattre pour un gouvernement qui annule la dette des travailleurs (y compris celle des agriculteurs et des petits patrons) et leur assure un salaire décent, 1.500 euros nets (minimum) par personne active dans chaque foyer, même une partie des classes moyennes et de la petite bourgeoisie y trouverait son compte, c'est cela aller vers le socialisme, c'est cela le socialisme.

Plus la crise du capitalisme s'approfondit plus ses marges de manœuvre sont limitées, plus le fossé entre les revendications démocratiques bourgeoises et les conditions pour les mettre en œuvre sans toucher aux fondements du capitalisme s'accroît, plus le POI s'acharne à vouloir démontrer le contraire, plus sa soumission à l'ordre établi saute aux yeux. Ils ont déjà régressé jusqu'à la révolution bourgeoise de 1789, bientôt ils nous vanteront les mérites du combat de Spartacus !

La différence entre la politique du POI et celle que je propose, c'est que celle du POI paraît possible à mettre en œuvre sans trop d'efforts, sans changer grand chose, sans effrayer le petit bourgeois qui veut bien se bouger le cul si cela lui rapporte quelque chose mais qui n'est pas disposé à aller au-delà, et la mienne qui s'adresse au prolétariat en priorité et qui nécessite de faire table rase des institutions et débouche sur un réel changement politique en s'attaquant aux fondements du capitalisme.